

Bulletin d'histoire politique

L'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec Présentation

Michel Sarra-Bournet



Volume 23, Number 2, Winter 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028887ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1028887ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Sarra-Bournet, M. (2015). *L'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec : présentation*. *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), 133–140.
<https://doi.org/10.7202/1028887ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec

Présentation

MICHEL SARRA-BOURNET

Historien et ex-directeur général de l'EPPOQ

Au cours des cinq dernières années, des efforts ont été entrepris pour créer un site internet destiné à mettre à la disposition d'un large public et des établissements d'enseignement un ensemble d'informations nécessaires à la compréhension des origines et du fonctionnement de la démocratie québécoise. Le projet, tel qu'imaginé, est malheureusement compromis par manque de financement. Le *Bulletin d'histoire politique* a accepté de publier les quatre premiers articles qui devaient y figurer. En guise de présentation, le présent texte se veut un court historique de l'EPPOQ et de ce qu'elle devait réaliser.

La genèse de l'EPPOQ

Le projet d'une *Encyclopédie du patrimoine politique du Québec* (EPPOQ) était dans la continuité de la démarche et de l'engagement de son fondateur, l'honorable Marcel Masse (1936-2014), en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine politique québécois. Rappelons qu'à titre de ministre des Communications du Canada (1984-1986 et 1989-1991) et de président de la Commission des biens culturels du Québec (1997-2000), il avait acquis une grande expérience des questions patrimoniales.

Monsieur Masse fut à la source d'un bon nombre d'initiatives depuis sa retraite de la politique active. Rappelons qu'il été l'initiateur en décembre 1997 de la Société historique de l'Union nationale, de même que

du Comité permanent des archives et des objets de mémoire de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, créé en mai 2002.

Son passage à Paris, à la tête de la Délégation générale du Québec (1996-1997), lui a permis d'établir un important réseau de contacts, ce qui l'amena à constituer la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs, un organisme binational très actif dans la mise en valeur du patrimoine historique des années fondatrices du Québec, et dont il fut le coprésident pendant les neuf premières années.

Elle-même créée à l'instigation de M. Masse en 2001, la *Société du patrimoine politique du Québec* (SOPPOQ), qui «a pour mission d'inventorier, d'approfondir les connaissances patrimoniales et de mettre en valeur le patrimoine politique du Québec», possède un site internet où on retrouve des discours politiques, des débats des chefs et des publicités électorales. La SOPPOQ publie également des livres documentaires et les actes de ses colloques, notamment dans le *Bulletin d'histoire politique*. C'est au sein de la SOPPOQ que s'est amorcée une réflexion sur la nécessité de fournir à la population un outil pour la compréhension des institutions politiques québécoises et de leur fonctionnement. Après en avoir évoqué l'idée en 2007, M. Masse a réuni, en janvier 2009, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, un comité consultatif pour la mise sur pied d'une «encyclopédie multimédia sur le patrimoine politique québécois de Champlain à nos jours». Cette encyclopédie devait répertorier le patrimoine politique du Québec et en diffuser de larges pans dans un site internet contenant des articles scientifiques vulgarisés, auxquels devait s'ajouter, pour reprendre les termes du fondateur, «un maximum de documents d'archives». En effet, la particularité de l'EPPOQ, sa plus-value, en quelque sorte, était de mettre à la disposition de ses usagers des centaines de documents audiovisuels (extraits de films et de reportages), textuels (lettres, articles de journaux et documents d'archives), sonores (discours et entrevues) et visuels (photos, tableaux, cartes et gravures).

Dans la même veine, la fondation en 2005 de la Société Héritage de Champlain a ouvert la voie à la réalisation de *L'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française* (EPCAF), dont l'idée avait germé dès 2001. En 2010, je me suis joint à M. Masse pour entreprendre les démarches nécessaires à la réalisation d'un site inspiré de l'EPCAF¹, mais consacré à l'histoire politique du Québec.

Le comité scientifique

Tout comme l'EPCAF, l'EPPOQ devait contenir des articles encyclopédiques accompagnés de documents. Les articles d'environ 3 000 mots, de facture accessible, seraient rédigés par des spécialistes. La qualité des articles devait être garantie par la supervision d'un comité scientifique di-

rigé par Martin Pâquet (voir en encadré). Ce comité a notamment été consulté pour dresser la liste des sujets qui feraient l'objet d'articles, déterminer les normes de rédaction et constituer une liste de collaborateurs-rédacteurs. La recherche des documents devait être assumée par des chercheurs qui mettraient à profit les fonds d'archives et les collections muséales à partir des suggestions faites par l'auteur de l'article. Selon le cas, le travail de recherche aurait été assumé par des chercheurs contractuels ou par des étudiants référés par des partenaires universitaires, dans le cadre de stages rémunérés. Ensuite, on aurait procédé à la numérisation (ou à la photographie) des documents, et à la libération des droits d'utilisation.

Le Comité scientifique

Martin PÂQUET, Université Laval
Michel BOCK, Université d'Ottawa
Robert COMEAU, Université du Québec à Montréal
François DAVID, Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Louis-Georges HARVEY, Bishop's University
Ian GOW, Université de Montréal
Karine HÉBERT, Université du Québec à Rimouski
Matthias RIOUX, ex-parlementaire, Assemblée nationale
Réjean PELLETIER, Université Laval
Jocelyn SAINT-PIERRE, Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Stéphane SAVARD, Université du Québec à Montréal

La recherche de financement

S'ensuivit, dans les quatre années subséquentes, une campagne de sensibilisation auprès des décideurs politiques, qui valurent au projet l'appui de deux présidents de l'Assemblée nationale, MM. Yvon Vallières et Jacques Chagnon, de deux premiers ministres, M. Jean Charest et Mme Pauline Marois, de même que la collaboration de plusieurs organismes publics et privés. Nous comptons sur un modèle d'affaires semblable à celui l'EPCAF, qui avait été principalement financée par le programme fédéral « Fonds interactif », administré par Patrimoine Canada. Toutefois, le sérieux du projet devait être d'abord démontré par un appui provincial. De nombreuses démarches faites au niveau québécois ont permis de recevoir un appui politique important et l'obtention d'une subvention de démarrage de 50 000 \$ du ministère de la Culture, des Communi-

cations et de la Condition féminine (MCCCF). En outre, un local fut mis à notre disposition au centre d'archives de Montréal (Édifice Gilles-Hocquart) par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ).

La Société de l'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec fut alors incorporée. Elle entra officiellement en opération le 2 mars 2012. En vertu de ses lettres patentes, son président était désigné par la SOPPOQ et son vice-président par l'Amicale des Anciens parlementaires du Québec. Il s'agissait respectivement de Marcel Masse et Jacques Brassard. Le Conseil d'administration fut complété par Martin Pâquet, directeur du comité scientifique et par moi-même, à titre de directeur général.

Tout au long de l'année 2012-2013, la direction de l'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec (EPPOQ) se consacra à la recherche de partenaires qui collaboreraient de différentes façons à la réalisation de l'Encyclopédie. Par exemple, des chaires universitaires aideraient au recrutement de personnes, principalement des étudiants, aptes à faire des recherches archivistiques. Des archivistes des différents centres d'archives assisteraient les chercheurs dans la sélection de documents pour compléter les articles et faciliteraient leur numérisation de même que la libération des droits d'auteurs. Des musées donneraient accès à des photos de leurs artefacts. Les associations d'ex-parlementaires feraient connaître l'Encyclopédie et permettraient à l'occasion le recrutement d'auteurs et l'identification d'archives inédites. Les bibliothèques parlementaires partageraient leurs sources d'information et leur expertise. Le *Bulletin d'histoire politique* de l'Association québécoise d'histoire politique publierait des monographies de fonds d'archives politiques dans une chronique. On trouvera la liste officielle des partenaires dans l'encadré ci-dessous. Un Comité des partenaires, présidé par Denis Monière de la Société du patrimoine politique du Québec, devait réunir périodiquement les représentants de ces organismes lorsque l'Encyclopédie aurait atteint sa vitesse de croisière.

Les partenaires

Amicale des anciens parlementaires du Québec

Association canadienne des ex-parlementaires

Association québécoise d'histoire politique

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Bibliothèque du Parlement

Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes de l'UQAM

Chaire de recherche sur la francophonie canadienne de l'Université d'Ottawa

Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de l'Université Laval

Fondation Lionel-Groulx

Gouvernement du Québec

Société des musées québécois

Société du patrimoine politique du Québec

Pendant cette année de démarrage, d'autres demandes de soutien financier ont été faites pour assurer le fonctionnement et le développement de l'encyclopédie pendant les trois années suivantes. En parallèle, l'EP-POQ a considéré un certain nombre de projets de collaboration avec des organismes ayant des visées compatibles. Ces projets auraient servi à nourrir le contenu de l'encyclopédie et à lui apporter un financement d'appoint. Par exemple, l'EPPOQ aurait pu offrir au ministère de la Culture sa collaboration à la rédaction de notices pour des lieux, événements et autres « objets » matériels ou immatériels cités dans le Registre des biens culturels. Cela aurait permis la préparation de certains articles de l'Encyclopédie. De même, nous aurions pu nous joindre au Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP) et participer au Musée virtuel du Canada pour travailler en collaboration avec des musées à la mise en valeur de leurs collections politiques par la conception d'expositions virtuelles, dont le contenu aurait pu aussi illustrer certains de nos articles. De plus, il aurait été possible de s'associer au milieu de la protection du patrimoine bâti pour la mise en valeur de lieux de mémoire importants dans l'histoire politique du Québec, notamment les lieux les plus importants à Montréal dans le cadre des célébrations de son 375^e anniversaire en 2017. Enfin, nous aurions pu organiser avec l'aide du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) du Ministère du Conseil exécutif du Québec un colloque de chercheurs québécois et canadiens intéressés dans la mise en valeur des archives sur les relations fédérales-provinciales.

Toutefois, tout en contribuant à consolider le contenu de l'encyclopédie, ces projets particuliers auraient été onéreux en termes de ressources et n'auraient pas suffi au financement nécessaire à assurer sa mission de base : la recherche et la rédaction des 200 à 300 articles projetés. Il fallait donc une subvention de base. Or, au beau milieu de cette année de démarrage, Patrimoine Canada a mis fin au programme « Fonds interactif », en plus d'interrompre le Programme d'études canadiennes qui aurait pu être mis à contribution dans la diffusion de l'Encyclopédie. La direction de l'EPPOQ a donc relancé ses demandes auprès du gouvernement du Qué-

bec. Les nouvelles démarches déjà bien avancées avec le gouvernement Marois ont été brutalement interrompues par la campagne électorale du printemps 2014. Après consultations, le Conseil d'administration en est venu à la conclusion qu'il était inutile de relancer une campagne auprès du nouveau gouvernement. Dès lors, il ne restait plus que les organismes subventionnaires destinés aux universités, le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) et le Fonds de recherche québécois sur la société et la culture (FQRSC). Après analyse, cette piste a également été abandonnée.

La structure du site internet

À la base du site internet de l'EPPOQ se trouve la liste des sujets déterminés en consultation avec le comité scientifique. Ces sujets étaient regroupés en thèmes, puis en catégories. À l'origine, il devait y avoir cinq catégories, mais M. Masse eut l'idée de développer le champ de l'histoire de l'administration publique québécoise. Il avait fait le constat qu'au Québec, on misait déjà beaucoup sur l'étude de LA politique et DU politique, mais très peu sur celle DES politiques et des acteurs (personnes et institutions) responsables de leur élaboration et de leur gestion. C'est ainsi qu'on ajouta la catégorie « Missions de l'État ».

Les catégories d'articles

1. Les facteurs structurants
2. Les expressions du politique
3. Les missions de l'État
4. Les institutions politiques
5. Les acteurs politiques
6. Les événements politiques

Après avoir étudié les sites encyclopédiques existants (Encyclopédie canadienne, Encyclopédie du parlementarisme québécois, Dictionnaire biographique du Canada, Bilan du siècle, L'Agora, pour ne nommer que ceux-là), nous avons pris la décision de ne pas faire rédiger d'articles biographiques. On considérait que le terrain était déjà suffisamment couvert. Toutefois, un index onomastique aurait permis de retracer dans les articles toutes les mentions d'un personnage historique. De plus, les hauts fonctionnaires, généralement négligés, auraient fait l'objet d'un index enrichi de notes biographiques. On prévoyait également un index des auteurs

qui, à terme, serait devenu un répertoire des spécialistes d'histoire politique du Québec. Enfin, le site était aussi conçu pour héberger des expositions virtuelles et des parcours du patrimoine politique sur tout le territoire québécois.

Le site de l'EPPOQ aurait été doté d'instruments de recherche perfectionnés. En plus de l'index onomastique, il aurait été possible de retracer des mots-clés dans les articles et les documents les accompagnant. On aurait aussi pu intégrer une table des matières où les articles auraient été classés soit en ordre alphabétique, soit en ordre de thèmes ou encore par catégorie.

Dans un souci d'équilibre et en fonction de la disponibilité des auteurs, une liste de dix articles prioritaires avait été préparée. De cette liste, seuls les quatre premiers articles avaient été livrés. Une liste préliminaire de documents d'archives et d'objets patrimoniaux avait été dressée, mais le travail en archives et auprès des institutions muséales commençait à peine lorsque le budget de démarrage fut épuisé.

Liste de priorité des articles

Le Parti Patriote (acteur politique)
Le Régime seigneurial (institution politique)
Le marketing politique (expressions du politique)
Les droits politiques des femmes (facteur structurant)
La Confédération (événement politique)
La coopération France-Québec (mission de l'État)
Les communautés religieuses (acteur politique)
L'intendant (acteur politique)
Le droit de vote et d'éligibilité (institution politique)
Le parti libéral du Québec (acteur politique)
Les élections municipales (institution politique)
Le premier ministre (acteur politique)

* * *

L'abandon d'un projet d'une telle envergure au moment où la numérisation des ressources documentaires est à l'ordre du jour peut paraître paradoxal. Or, les fonds qui y sont consacrés par les gouvernements sont, en ce moment, destinés aux institutions publiques. Par ailleurs, le secteur privé

ne souhaite pas investir dans un projet dont le modèle d'affaires prévoit la diffusion gratuite du produit.

Que restera-t-il de l'EPPOQ? La SOPPOQ compte reprendre l'idée dans son site, mais à une échelle réduite. De plus, l'EPPOQ a organisé et présenté le 22 novembre 2013 à l'École nationale d'administration publique de Québec un colloque sous le thème «Les grandes missions et les grands commis de l'État dans l'histoire du Québec». Ce colloque avait pour but de créer des liens entre les historiens, les spécialistes et praticiens de l'administration publique et d'enrichir la connaissance de la contribution des hauts fonctionnaires aux grandes missions de l'État. Les actes de ce colloque seront publiés ultérieurement.

Des quatre articles qui ont été commandés, deux ont été livrés avant que les règles de rédaction n'aient été définitivement arrêtées. C'est ainsi que l'article de Benoît Grenier sur le Régime Seigneurial dépasse le maximum de 3 000 mots, et que celui de Louis-Georges Harvey sur les Patriotes ne contient pas de références en cours de texte. Nous avons fait le choix de vous les présenter tels quels. Les articles de Denyse Baillargeon sur les Québécoises et le vote, de même que celui d'Alain Lavigne sur le marketing électoral, sont dans une forme à peu près définitive.

Gardons à l'esprit que ces articles de synthèse ont été rédigés pour être publiés dans un site internet, et qu'ils devaient être suivis d'une section comprenant plusieurs dizaines de documents et d'illustrations. Bien qu'ils soient complets et de grande qualité, la publication de ces textes sous forme imprimée ne leur rend pas tout à fait justice. Malheureusement, malgré le travail et à la ténacité de son fondateur, Marcel Masse, et l'appui unanime qu'il a rencontré, le projet d'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec n'aura pas eu les moyens de ses ambitions.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. www.ameriquefrancaise.org